

Réponses au mémorandum du Fian

1. Primauté des droits humains et cohérence des politiques avec le droit à l'alimentation et à la nutrition

Pour le PS, le travail décent, les droits humains et les normes sociales et environnementales doivent être au cœur des relations entre notre pays et le reste du monde. L'alimentation joue un rôle clef dans cette vision. L'accès à une alimentation saine et durable pour tous est un objectif incontournable de notre politique écosociale.

Le renforcement de la cohérence des politiques en faveur du développement est un des axes prioritaires du programme du PS. Nous voulons promouvoir une véritable logique de « partenariat pour le développement » et nous considérons qu'elle n'est possible que si la coopération au développement dispose de budgets adéquats rencontrant nos engagements internationaux en faveur des objectifs de développement durable de l'ONU.

Le PS a toujours fait de la protection sociale, des droits de la femme, de l'éducation, de la défense, de la souveraineté alimentaire, de la lutte contre la pauvreté, des droits des syndicats et de la promotion des droits sexuels et reproductifs des priorités ayant marqué les travaux parlementaires et les actions politiques concrètes. Le PS souhaite promouvoir ces priorités sur la scène internationale.

2. Mettre fin aux violations des droits humains par les entreprises multinationales

Pour le PS il est essentiel que les entreprises multinationales respectent les droits humains. C'est pourquoi le PS propose d'imposer aux entreprises multinationales un devoir de vigilance tout au long de leur chaîne d'approvisionnement au niveau européen via une directive en ce sens et au niveau international via la conclusion à l'ONU du traité en cours de préparation sur les entreprises et les droits humains, de manière à apporter au plus tôt un réel accès à la justice pour les perdants de la mondialisation.

Garantir l'accès à la justice est une priorité pour le PS. Selon nous, la meilleure façon d'y parvenir est de créer un quatrième pilier de la sécurité sociale, ouvert à tous, couvrant le risque judiciaire.

L'instauration d'un tel système relevant de la sécurité sociale prendra du temps. C'est pourquoi, le PS propose, dans un premier temps, de garantir l'accès à la justice par la revalorisation de l'aide juridique de deuxième ligne. A cet égard, parmi d'autres mesures, le PS :

- S'oppose à toute idée de ticket modérateur conditionnant l'accès à l'aide juridique ;
- Propose un relèvement considérable des plafonds de rémunération conditionnant l'octroi de l'aide juridique gratuite et partielle ;

- Propose de diversifier l'aide juridique offerte aux justiciables par le recours à des avocats salariés en s'inspirant du modèle québécois.

L'accès à la justice n'est pas uniquement entravé par des motifs purement financiers. C'est pourquoi le PS propose également d'améliorer l'accès à la justice en :

- Accordant plus d'importance à la justice de proximité ;
- Encourageant les professionnels du droit à simplifier le langage juridique et à le rendre accessible pour le plus grand nombre ;
- Elargissant considérablement le champ d'application de l'action en réparation collective (*class action*).

Le PS propose par ailleurs de doter la Belgique d'une Institution nationale des droits humains (INDH). Conformément aux multiples engagements pris en ce sens, tant au niveau international que national, une INDH doit être créée pour améliorer le respect des droits humains en Belgique, compatible avec les Principes de Paris des Nations Unies. Conformément à ces règles l'INDH sera créée et financée par l'Etat. Son indépendance à l'égard du gouvernement et des autres pouvoirs sera toutefois garantie. Elle sera chargée de veiller au respect et à la promotion des droits de l'Homme au sein de cet Etat.

3. Soutenir l'agriculture paysanne et la transition agroécologiques dans notre coopération au développement

Pour le PS, la meilleure manière de contribuer à la lutte contre la faim dans le monde est de donner également la priorité au soutien à une approche agroécologiques et à l'agriculture familiale durable.

Pour y parvenir, le PS souhaite mettre un focus volontariste sur la défense de la souveraineté alimentaire et la lutte contre la faim comme des priorités de notre pays. Ce focus passe par l'inscription de cette thématique essentielle comme une priorité transversale et par la remise sur pied d'une politique spécifique au sein de la coopération.

Egalement, renforcer le rôle des organisations paysannes, soutenir l'agriculture familiale et promouvoir l'agroéconomie, qui fait appel aux savoirs locaux pour garantir une meilleure utilisation des sols, réduire la dépendance envers les engrais chimiques et préserver la biodiversité.

4. Reconnaître et protéger les droits des paysan.n.e.s

Le PS est globalement favorable à la déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en milieu rurale des Nations-Unies. Les objectifs poursuivis par cette déclaration convergent avec la vision du PS en matière d'agriculture et de ruralité. Dans son programme pour les élections à venir, le PS propose en outre des mesures visant à :

- Rendre les rémunérations des agriculteurs plus justes ;

- Rééquilibrer les rapports de forces entre les paysans et les géants de l'agroalimentaire ;
- Faciliter l'accès aux terres et aux moyens de production pour les petits agriculteurs ;
- Améliorer la position des femmes en milieu rural ;
- Favoriser l'insertion de publics précarisés dans les métiers de l'agriculture ;
- Protéger d'avantage l'environnement et de la biodiversité dans les zones rurales.

5. Mettre fin au soutien aux agrocarburants

Le PS souhaite empêcher l'utilisation d'agrocarburants cultivés sur des terres arables car ils concurrencent la sécurité alimentaire et ils ne correspondent pas à un projet de développement durable et solidaire.

Pour le PS, l'utilisation d'agrocarburants et de biomasse, en tant qu'énergie renouvelable, ne peut se faire que si leur bilan environnemental global est positif. Leur usage ne peut pas non plus fragiliser la sécurité alimentaire ni porter atteinte aux travailleurs et aux petits exploitants agricoles – en Belgique comme à l'étranger. C'est pourquoi, le PS veut renforcer les critères de durabilité de la biomasse et des agrocarburants.

6. Réaliser le droit à l'alimentation et à la nutrition pour tou.te.s en Belgique

Le droit à la santé est un droit fondamental. Il passe inévitablement par une bonne alimentation, y compris pour les personnes qui ne disposent pas des moyens suffisants. Le PS agit pour combattre fermement et frontalement toutes les inégalités qui créent la pauvreté afin de l'éradiquer. Dans son programme pour les élections à venir, le PS plaide par exemple pour un plan interfédéral de lutte contre la pauvreté déclinée à chaque niveau de pouvoir. Le PS plaide également pour un relèvement des allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté, l'individualisation des droits (avec notamment la suppression du statut de cohabitant) ou encore l'automatisme des droits. Le PS se bat au quotidien pour défendre et renforcer notre modèle de sécurité sociale. Ce modèle, basé sur la solidarité, est le seul qui prévient structurellement la pauvreté et réduit les inégalités. Le surpoids et l'obésité sont responsables de très nombreuses maladies chroniques. Le PS a la volonté de soutenir et favoriser une alimentation saine et équilibrée. Pour ce faire, il est proposé d'agir sur toutes les dimensions de l'alimentation, du champ à l'assiette, de l'agriculteur au consommateur en passant par l'industrie agroalimentaire. Vu l'importance du sujet, le PS mettra l'alimentation au cœur de son programme.

7. Opérer une transition vers des systèmes agroécologiques en Belgique

L'objectif principal du PS en matière d'agriculture est de transiter vers un modèle agroalimentaire plus juste, inclusif, sain et respectueux de l'environnement. Afin de compléter au mieux cette transition le PS propose des mesures fortes à tous les niveaux de pouvoir :

Au niveau européen, le PS souhaite adopter un nouveau mode de calcul pour les aides directes du premier pilier de la PAC afin de garantir un revenu décent aux agriculteurs. Plusieurs mesures sont également formulées dans les chapitres agriculture et alimentations du programme en vue des élections de 2019 pour renforcer le verdissement de la PAC afin d'en faire un véritable instrument de transition écologique.

Au niveau fédéral les priorités du PS en la matière sont d'une part de défendre les petits agriculteurs locaux face aux géants de l'agroalimentaire notamment en consolidant le pouvoir de négociation des agriculteurs au sein de la chaîne alimentaire et en luttant contre les pratiques commerciales déloyales. D'autre part, le PS souhaite interdire l'usage des pesticides qui présentent un risque pour la santé ou pour l'environnement.

Au niveau régional le PS souhaite d'une part encourager l'émergence de filières agroalimentaires courtes notamment en soutenant la création d'infrastructures permettant la production, la transformation et la distribution de produits locaux en circuits courts. D'autre part le PS souhaite faciliter l'accès aux terres agricoles avec une attention particulière pour les jeunes agriculteurs et les femmes.

8. Préserver les terres agricoles et les ressources naturelles

Pour le PS il est essentiel de lutter contre la disparition des surfaces agricoles et la spéculation foncière en Belgique comme en Europe. Dans cette optique le PS propose de créer un observatoire foncier européen, de lutter contre l'étalement urbain, de créer une banque foncière et d'étendre le droit de préemption de l'agriculteur à l'ensemble des terres agricoles wallonnes.

La préservation des ressources naturelles et de la biodiversité sont au cœur du projet écosocial du PS. Dans le cadre de notre politique agricole cela se traduit par la volonté d'interdire l'usage des pesticides qui présentent un risque pour la santé ou pour l'environnement. Il convient également dans cette perspective d'accroître la diversité des cultures ainsi que les surfaces de prairies permanentes.